



Crous de l'académie de Versailles

**MARCHÉ PUBLIC
DE SERVICES**

Prestations de déménagements,
de manutentions
et de destructions diverses
pour le Crous de Versailles









**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Consultation n°

2026002

SOMMAIRE

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations de déménagements, de manutentions et de destructions diverses pour le Crous de l'académie de Versailles
	Acheteur	Crous de l'académie de Versailles
	Type et mode de contrat	Accord-cadre de services s'exécutant au moyen de bons de commande, avec montant maximum et mono-attributaire
	Structure	Lot unique
	Lieux d'exécution	Sites d'hébergement et de restauration du Crous de Versailles (départements 78, 91, 92 et 95) et, plus généralement, Ile de France
	Durée	4 ans (période initiale de 1 an + 3 reconductions tacites de 1 an)
	Variation des prix	Prix révisibles selon formule
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
Accord-cadre	: L'accord-cadre est une technique d'achat qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée. Cet accord-cadre fait référence au CCAG Fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 .
Acheteur	: L'acheteur désigné dans l'accord-cadre agit en tant que Pouvoir Adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du marché public pour le compte duquel l'accord-cadre est exécuté.
Titulaire	: Le titulaire désigné dans l'accord-cadre est l'opérateur économique qui conclut le marché public avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues dans l'accord-cadre qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Prestations de déménagements, de manutentions et de destructions diverses pour le Crous de l'académie de Versailles**.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

■ Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations s'étendent sur l'ensemble des sites d'hébergement et de restauration du Crous de Versailles (localisés dans les départements du 78, 91, 92 et 95) et, plus généralement, sur l'Ile de France.

■ Réalisation de prestations similaires

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée de ces marchés ne pourra pas excéder la date de fin du présent marché sous réserve de l'application des dispositions précitées.

2.2. Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après. En cas de contradiction entre elles, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessous :

- ❖ l'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses éventuelles annexes ;

- ❖ le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes dûment parafés et signés (sans modification) ;
- ❖ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dûment parafé et signé (sans modification) ;
- ❖ le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- ❖ le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et ses modifications ultérieures ;
- ❖ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- ❖ les modifications éventuelles opérées par acte modificatif ;
- ❖ l'offre technique et financière du titulaire ;

Les pièces générales énumérées ci-dessus, non jointes au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, sont réputées connues de chacune des parties.

Les exemplaires originaux des pièces de l'accord-cadre et des bons de commande conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

Les conditions générales de ventes du titulaire ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

2.3. Acheteur

Les prestations sont réalisées pour le compte du Pouvoir Adjudicateur, le Crous de l'académie de Versailles, représenté par Monsieur Emmanuel Parisi, Directeur général

Adresse et coordonnées :

Adresse : 145 bis, boulevard de la Reine – 78000 Versailles
 Téléphone : 01 39 24 52 00
 Courriel : achat@crous-versailles.fr
 Télécopie : 01 39 24 52 31
 Site internet : <http://www.crous-versailles.fr>
 Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>
 Courriel : achat@crous-versailles.fr

3. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Procédure

Procédure adaptée – Marchés conclus selon les dispositions du MAPA (articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique)

3.2. Décomposition de la prestation

Les prestations font l'objet d'un lot unique. L'objet du contrat ne permet pas l'identification de prestations distinctes et la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3.3. Forme du contrat

Le contrat est mono-attributaire à bons de commande en application des articles L2125-1 I°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, sans minimum mais avec un maximum exprimé en valeur pour la durée de l'accord-cadre.

Le Crous de Versailles recourt à un accord-cadre exécuté par des bons de commande. Le Crous de Versailles sélectionnera un opérateur économique en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée.

Lorsque les prestations à exécuter sont définies selon les modalités prévues dans l'accord-cadre et conformes aux éléments de l'annexe financière (BPU), cette partie du contrat sera exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et dans les conditions fixées à l'article R. 2162-13 et

l'article R. 2162-14 du Code de la Commande publique.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le titulaire, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2162-4 2° du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum.

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 140 000 euros hors taxes pour l'ensemble de la durée du marché public.

Pour information, environ 50 000 euros ont été dépensés entre le 17 janvier 2022 et le 06 octobre 2026.

3.4. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS

4.1. Durée globale du contrat

La durée du contrat est d'un (1) an **à compter du 19 janvier 2026**, ou, si elle est postérieure, à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3 (trois). La durée de chaque période de reconduction est de 12 (douze) mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 (quarante-huit) mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 (trois) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.2. Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai d'exécution court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le Titulaire.

5. COMMUNICATION ET REUNION

5.1. Mode de communication

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la **fiche contact**, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCAP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.2. Réunions

Au démarrage du marché public, une réunion de lancement est prévue afin d'organiser au mieux les prestations à réaliser. Cette première réunion de lancement sera organisée avec le/les interlocuteur(s) responsable(s) du marché (pour le titulaire) et les représentants du pouvoir adjudicateur.

Pour le suivi des prestations, une réunion annuelle est organisée par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque des réunions entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont organisées pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu dans les locaux du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

Ces réunions s'inscrivent dans une démarche d'optimisation, conformément aux perspectives d'évolution, et doit donner lieu à des propositions pertinentes et mesurables de la part du titulaire pour atteindre les résultats visés (le titulaire veillera à présenter pour chaque proposition les bénéfices économiques et/ou environnementaux et/ou organisationnels).

À l'issue des réunions, le titulaire devra transmettre au CROUS de Versailles un compte rendu de réunion.

5.3. Correspondant du pouvoir adjudicateur et élection de domicile du titulaire

L'interlocuteur du pouvoir adjudicateur, concernant l'application du présent accord-cadre, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans la fiche contact.

Tous les documents relatifs au présent accord-cadre envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'acte d'engagement.

En cas de modification du représentant ou du domicile élu, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur par courrier électronique.

5.4. Correspondant du titulaire et élection de domicile du pouvoir adjudicateur

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent accord-cadre, est **le service de la commande publique du CROUS de Versailles**.

6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Prix du contrat

■ Nature des prix

Les prix du contrat sont conclus à prix unitaires.

Est prix unitaire tout prix qui s'applique à une nature d'ouvrage ou à un élément d'ouvrage dont les quantités sont indiquées dans le marché (à titre évaluatif) dans le Bordereau de prix (BPU).

■ Contenu des prix

Les prix sont réputés complets et comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres, frappant obligatoirement les prestations, et incluent la rémunération de toutes les dépenses liées aux prestations de déménagement, notamment les coûts des cartons, des protections nécessaires, des étiquettes, de la main d'œuvre qualifiée, de la manutention, des déplacements, du transport, du nettoyage, de la remise en état, de l'élimination des déchets, des obligations relatives au développement durable et à l'environnement, des garanties, des assurances, ainsi que toute sujétion découlant des obligations contractuelles du titulaire, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Aucune retenue ne pourra être appliquée en cas de report de date de déménagement lié aux aléas d'opérations de travaux menées au Crous.

Par dérogation à l'article 3.7.5 du CCAG/FCS, le titulaire ne peut réclamer un complément de prix, en cas d'omission de prise en compte de frais et investissements dans le montant des prestations. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'un complément de prix pour ne pas avoir prévu et proposé dans ses prix tout dispositif ou matériel permettant d'exécuter les prestations.

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG/FCS, il appartient au titulaire de se renseigner ou de prendre connaissance de la disposition des locaux préalablement au dépôt de son offre, à l'exclusion de toute

demande de complément de prix en cours d'exécution du marché.

Les prix sont appliqués aux prestations et quantités commandées et réellement exécutées.

■ TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'Article 269 du Code général des impôts.

■ Variation des prix

Les prix unitaires du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce prix est appelé Po.

Les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire du marché.

La formule de révision est la suivante : $C_n = 15.0\% + 85.0\% (I_{CHT-N}(n-3) / I_{CHT-N}(o))$

Dans laquelle :

- C_n : coefficient de révision
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage)
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro

L'indice de référence choisi pour la révision des prix du marché (publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE) est l'index ICHT-N « Activités de services administratifs et de soutien ».
Identifiant 001565196

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 (trois) décimales au millième supérieur.

A l'issue de la première année, le titulaire fait une demande de révision de prix qui doit parvenir au Service des Achats du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception (145 bis boulevard de la Reine – 78000 Versailles) ou par courriel (achat@crous-versailles.fr) au moins 2 (deux) mois avant la date anniversaire du marché.

En cas de non-respect de ce délai, les prix de l'année en cours sont reconduits d'office pendant 1 (un) an.

La demande de révision doit être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul des prix révisés ou attestant de l'augmentation des coûts. Les coefficients de révision sont présentés avec deux chiffres après la virgule.

A cette demande de révision, le titulaire adresse une nouvelle annexe financière, en indiquant les prix initiaux et les nouveaux prix révisés.

Les nouveaux prix, sans opposition du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 (quinze) jours suivant la réception de la lettre recommandée, demeurent fermes pendant une nouvelle période d'1 (un) an.

6.2. Conditions de paiement

■ Avance

Aucune avance ne sera versée.

■ Présentation des demandes de paiement

À partir de la constatation du service fait, le titulaire du marché peut envoyer sa demande de paiement. Conformément au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, un ensemble d'informations à faire figurer sur la facture sont obligatoires :

1. La date d'émission et le numéro unique de la facture
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (numéro SIRET)
3. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement
4. La désignation du payeur, avec indication, pour les structures publiques, du code d'identification du service chargé du paiement
5. La date et le lieu de livraison des fournitures et/ou d'exécution des prestations ou travaux
6. La quantité et dénomination précises des produits livrés et/ou des prestations ou travaux réalisés
7. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés et/ou des prestations ou travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
8. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée
9. Le cas échéant, les modalités de règlement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au marché, l'acheteur public peut suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

Depuis le 1^{er} janvier 2020 et pour l'ensemble des entreprises, toute facture est adressée obligatoirement de manière électronique, dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, sur la plateforme Chorus Pro, <https://chorus-pro.gouv.fr/>

La facture sous forme PDF avec toutes les mentions exigées au point précédent devra être jointe dans Chorus Pro.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les entreprises doivent obligatoirement transmettre leurs factures sous forme électronique (dématérialisée) par l'intermédiaire du portail Chorus Pro : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>.

L'ensemble des outils du déploiement sont accessibles sur le site collaboratif Communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Documentation réalisée à l'attention des émetteurs de factures électroniques : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

■ Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Délai de paiement

Le délai de paiement est de **30 (trente) jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 (huit) points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

7. RÉALISATION DES PRESTATIONS

7.1. Conditions de réalisation des prestations

Le détail des prestations à exécuter figure dans le CCTP.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

■ Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

■ Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

7.2. Développement durable

Le titulaire veille à ce que la réalisation de la prestation s'effectue avec un impact minimum sur l'environnement.

A cette fin, il s'assure et utilise les moyens de transport les plus adaptés et rationalise ses déplacements, et utilise les méthodes et produits les plus respectueux de l'environnement dans tous les aspects de la prestation.

7.3. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modification du contrat

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant, des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par **acte modificatif** (avenant).

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix**. Dans ce cas, le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

Si, au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment, Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

■ **Dématérialisation du suivi**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 (huit) jours à compter de son envoi ou, à défaut, 8 (huit) jours après.

8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat, pendant toute la durée du marché, portant sur la réalisation des prestations conforme à la réglementation, aux pièces du marché en quantité et en qualité, aux délais d'exécution fixés à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement et aux instructions du Crous. Le titulaire veille notamment à assurer les prestations de déménagement, installation, stockage, sans perte, ni défaut, ni dégradation, à garantir la préservation des matériels et des locaux, la remise en état, ainsi que le respect de la réglementation en matière de traitement des déchets et de protection des données.

Le titulaire fait constater l'état des locaux avant et après son intervention par la personne chargée de suivre son intervention. A défaut d'état des lieux initial, les locaux sont présumés en parfait état. Toute dégradation constatée sur le site après intervention du titulaire doit être réparée sans délai et aux frais du titulaire.

Le titulaire assure la protection des personnes et de la totalité des locaux (bureaux, couloirs, ascenseurs, escaliers, etc.), et assure le nettoyage et la remise en état de ces derniers à la fin de chaque déménagement de service. Le titulaire doit laisser le site propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des prestations dont il est chargé. Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses emballages le jour de d'installation et le traitement de ces déchets. Le titulaire justifie de l'élimination des déchets, selon leur nature et éventuelle dangerosité, conformément à la réglementation, par un bon d'enlèvement et un bordereau de suivi des déchets.

Le titulaire s'engage à effectuer un nettoyage à ses frais sur l'ensemble des matériels déménagés une fois installés, à la demande de l'agent chargé des contrôles préalables à la réception. Le titulaire s'engage aussi à effectuer un dépoussiérage des archives à ses frais sur l'ensemble des archives déplacées, à la demande de l'agent chargé des contrôles, préalablement à la réception.

Le titulaire doit obtenir les autorisations de stationnement et de circulation sur la voie publique en en faisant la demande auprès des autorités concernées, dans les délais requis. Les attestations correspondantes doivent pouvoir être produites à la demande du Crous de Versailles.

En signant le présent marché, le titulaire reconnaît avoir pu prendre connaissance des lieux, de l'environnement des locaux et des difficultés d'accès. Le titulaire tient compte du fait que les principales opérations se déroulent dans un contexte particulier, la préparation et la réalisation d'éventuels travaux d'une part, la présence de public d'autre part, susceptibles de compliquer son travail et d'engendrer des contraintes supplémentaires

8.2. Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage également au titre d'une obligation d'information et de conseil, incluant assistance et accompagnement de l'interlocuteur dont les coordonnées figurent sur le bon de commande du Crous de Versailles. Les informations et conseils argumentés lui sont transmis par téléphone et synthétisés par courriel.

En cas de non-respect des obligations contractuelles, des pénalités pourront être appliquées, telles que définies dans le présent cahier des clauses administratives particulières.

8.3. Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales) ;
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de six (6) mois ;

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Dans le cadre de l'Article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'Article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au Titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux Articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des Articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée et ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

8.4. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du Pouvoir Adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

8.5. Assurance Responsabilité Civile Professionnelle

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

8.6. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

8.7. Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'Acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Pour l'exécution du marché public le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure :

En application de l'Article 13 du RGPD, les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, compétences, expériences) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre/MAPA sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s) par le responsable de traitement opérationnel du Crous de l'académie de Versailles.

Identité du responsable de traitement et de son représentant :

Crous de l'académie de Versailles
145 bis boulevard de la Reine – BP 563
78005 Versailles cedex
représenté par sa Directrice générale

Coordonnées du délégué à la protection des données : dpo@crous-versailles.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'Article 6 du RGPD.

Finalité du ou des traitements :

Suivi de la présente procédure de passation, attribution des lots de l'accord-cadre/MAPA ainsi que

permettre au Crous de Versailles d'assurer ses obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires :

Les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur et au maître d'œuvre, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation :

Ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du marché ainsi que durant la DUA applicable aux marchés publics.

Conformément aux dispositions des Articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification ou d'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement, ou du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données.

L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué via l'adresse suivante : dpo@crous-versailles.fr

8.8. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des Articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'Article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales) ;

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'Article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 (six) mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession) ;

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 (six) mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'Article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance) ;

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

8.9. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

8.10. Prévention des risques et conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence et à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

9. LITIGE ET SANCTIONS

9.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de retard constaté dans l'exécution des prestations, de mauvaise exécution, ou d'absence d'exécution des prestations objet du présent marché, le Crous se réserve le droit d'appliquer des pénalités cumulables, sans mise en demeure préalable, selon les

modalités suivantes :

- pénalité de cinquante (50) euros TTC par jour ouvré de retard, à compter de l'expiration du délai figurant en annexe n°1 de l'acte d'engagement ou du délai raisonnable fixé par le Crous , en cas de retard d'une prestation (notamment retard dans le rendez-vous fixé, retard dans la transmission d'un devis, retard ou mauvaise exécution d'un déménagement, y compris le nettoyage, la remise en état, la transmission du justificatif de destruction des archives ou des déchets.);

- pénalité de cent (100) euros TTC en cas de dommage causé aux biens (perte, dégradation, etc.) ou aux personnes. Cette pénalité s'ajoute aux sommes à payer par le titulaire au titre des réparations des dommages.

- pénalité forfaitaire de cinquante (50) euros TTC, par jour ouvré de retard, en cas de retard dans l'exécution de toute autre obligation légale, réglementaire ou contractuelle, non listée dans les dispositions précédentes.

- pénalité forfaitaire de cent (100) euros TTC, par manquement constaté, en cas de mauvaise exécution de toute autre obligation légale, réglementaire ou contractuelle, non listée dans les dispositions précédentes.

- Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 euros.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Le point de départ du délai est déterminé, selon le cas d'espèce, par la date de notification du marché ou du bon de commande, la date et l'heure de la réunion, ou de la date de réception de la demande formulée par tous moyens (appel confirmé par écrit, courriel, courrier postal, etc.). Les sanctions s'appliquent dès le constat fait par le Crous du retard, de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des prestations.

L'application de ces pénalités ne dispense en aucun cas le titulaire d'indemniser le Crous du préjudice qu'il aurait effectivement subi.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, l'ensemble des pénalités est applicable de plein droit par simple constat de l'existence de leur fait générateur, sans procédure contradictoire et sans mise en demeure préalable. Elles sont immédiatement déductibles de la facturation du titulaire et sont sans préjudice à l'exercice par le Crous de Versailles de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas 1 000 euros hors taxes pour l'ensemble du marché, et il n'est pas fait application du seuil limite des pénalités de retard de 10% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande, ni de la procédure contradictoire avec mise en demeure préalable.

Si ces pénalités n'entraînent pas d'amélioration de la qualité des prestations, le CROUS de Versailles pourra résilier de plein droit le marché conformément aux articles 38 et suivants du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG/FCS, cette résiliation pourra intervenir sans qu'il soit nécessaire de procéder préalablement à une mise en demeure ni à une procédure contradictoire.

9.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 41 du CCAG s'appliquent. En cas de non exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation du contrat

Les stipulations de l'article 38 à 45 du CCAG-FCS s'appliquent.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

10. RÉCEPTION

Les prestations doivent être rigoureusement conformes aux prescriptions du présent marché, aux instructions du Crous, ainsi qu'à l'offre du titulaire, matérialisée à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement et son mémoire technique.

Les opérations de vérification de la bonne exécution des prestations et leur admission sont effectuées par le responsable à l'origine de la commande.

9.3. Modalités de vérification

Les opérations de vérification de la bonne exécution des prestations consistent en un contrôle quantitatif et qualitatif des prestations.

Le Crous de Versailles dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet au titulaire.

Lors de la vérification des prestations, si des réserves sont émises par le Crous, l'ajournement des prestations est prononcé et envoyé au titulaire par courriel ou par courrier. Le Crous peut exiger que le titulaire complète la prestation, remplace le matériel, répare les dommages, indemnise le Crous. Le titulaire doit alors exécuter les demandes dans un délai d'une (1) semaine calendaire à compter de la réception du courrier recommandé. Le Crous de Versailles dispose d'un délai de quinze (15) jours pour vérifier les prestations.

9.4. Modalités d'admission

La réfaction, motivée, est prononcée si le Crous de Versailles estime que les prestations comportent des imperfections qui entraînent une réfaction des prix proportionnelle aux défauts constatés. La réfaction est notifiée au titulaire après présentation de ses observations.

Le rejet, total ou partiel, des prestations exécutées est notifié au titulaire lorsque le Crous de Versailles ne peut pas admettre les prestations livrées en l'état. La décision de rejet est motivée et adressée au titulaire après présentation de ses observations.

Seront notamment refusés à l'admission le déménagement ou le stockage des équipements et matériels :

- incomplets ;
- mal montés, mal installés ;
- non dépoussiérés ;
- marqués, abimés, déformés ;
- ayant donné lieu à dégradation dans les locaux desquels ils ont été enlevés ou dans lesquels ils ont été installés ;
- en cas de locaux mal nettoyés ou non remis en état ;

- en cas d'absence de transmission des certificats de destruction d'archives ;
- en cas d'absence de transmission des justificatifs et bordereaux de suivi des déchets.

Le transfert de propriété des prestations se fait au moment de la notification de l'admission.

10. AUTRES STIPULATIONS

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Versailles

Adresse : 56 avenue de Saint-Cloud - 78000 Versailles

Téléphone : 01 39 20 54 00

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr>

Référé précontractuel, Référé contractuel, Recours de pleine juridiction

■ Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

Liste des dérogations au CCAG-FCS :

L'article 2.1 du CCAP dérogent à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)

L'article 8.1 du présent CCAP déroge aux articles 14 et 41.2 du CCAG-FCS

L'article 5.1 du présent CCAP déroge aux articles 3.7.5 et 21.4 du CCAG-FCS



Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique \(legifrance\)](#)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)